

Les entreprises rhônalpines ont été fortement touchées par la crise en 2009, d'autant que la structure de l'économie régionale - poids de l'industrie, importance de la sous-traitance, forte ouverture à l'international... - accentue sa sensibilité aux aléas conjoncturels.

En ce début 2010, les présidents de CCI et les principaux responsables économiques de la région (dont les témoignages figurent en pages 7 à 14) tablent globalement sur une **reprise modérée de l'activité**, malgré une visibilité toujours réduite et avec des éléments de fragilité qui demeurent. Cette vision est confirmée par l'enquête de conjoncture menée en mars par les CCI de Rhône-Alpes, qui montre une amélioration très progressive de la situation économique (voir ci-dessous).

Cette amélioration est cependant toute relative et ne doit pas masquer le fait que la **trésorerie est exsangue pour de nombreuses entreprises** après plus d'un an de sous-activité. Les **marges et la rentabilité sont réduites** par la pression exercée sur les prix. La **concurrence internationale est particulièrement vive** dans les secteurs industriels, mais elle affecte également des secteurs comme l'agriculture, le transport ou le tourisme. Dans un contexte de dégradation encore marquée du marché du travail, les craintes sont vives quant à l'évolution future de la consommation des ménages.

Si l'enquête de conjoncture menée par les CCI montre un léger mieux en matière d'investissement, les perspectives en la matière demeurent timides. Nombre de personnalités interviewées dans ce numéro spécial insistent pourtant sur les **enjeux de l'investissement pour accroître la compétitivité** des entreprises et préparer l'après crise. Le rôle majeur de la créativité et de l'innovation est également souligné, de même que les relais de croissance offerts par l'économie durable.

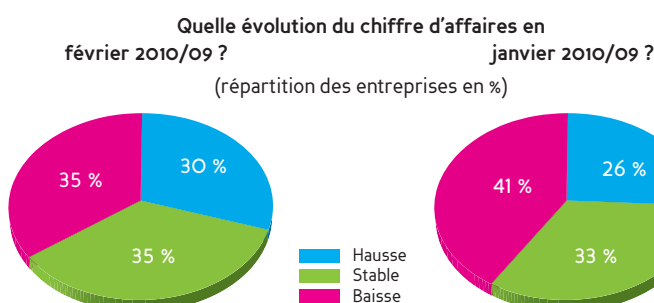
Pour permettre la reprise, il semble indispensable de restaurer un **climat de confiance**. Confiance entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants, entre les entreprises et les banques mais également confiance des chefs d'entreprise en matière d'opportunités de développement. Les nombreux pôles de compétitivité et clusters sont autant de points d'appui pour dynamiser l'économie de Rhône-Alpes. Les multiples actions des CCI en faveur des entreprises sont autant de moyens de préparer le rebond. La poursuite de la mobilisation de tous les acteurs, pouvoirs publics, consulaires, organisations patronales et professionnelles, sera le gage d'une reprise solide et durable.

Résultats du panel régional de conjoncture CRCI/CCI de Rhône-Alpes « suivi de la situation économique » de mars 2010¹

Avec un mois de février mieux orienté que janvier, la tendance à une amélioration très progressive de la situation économique est confirmée. Il y a début mars plus d'entreprises qui s'attendent à une progression de leur chiffre d'affaires dans les trois mois que d'entreprises qui s'attendent à une baisse. Mais le climat des affaires reste fragile, avec une faible visibilité et les perspectives pour 2010 sont partagées. Les difficultés de trésorerie restent à un niveau élevé. En ligne avec un progrès dans l'utilisation des capacités de production, un mieux est enregistré pour l'investissement. Les perspectives en matière d'emploi se stabilisent.

Redressement du bilan mensuel d'activité

Le bilan du mois de février se redresse par rapport à celui de janvier. En termes d'évolution du chiffre d'affaires sur un an, les TPE-PME se répartissent en gros en trois tiers, entre hausse, baisse et stabilité. **Les entreprises ayant enregistré une baisse de chiffre d'affaires sont toujours un peu plus nombreuses que celles ayant enregistré une hausse, mais l'écart se resserre.**



Dans le commerce et l'immobilier, les entreprises « en hausse » sont plus nombreuses que celles « en baisse ». Dans le commerce de détail, 35 % des entreprises ont enregistré une baisse de chiffre d'affaires contre 56 % le mois d'avant, ce qui semble confirmer que les conditions climatiques ont largement impacté l'activité commerciale de janvier. Le bilan se dégrade par contre dans les services aux entreprises, notamment les services informatiques. Une part toujours importante des entreprises du BTP (47 %) a enregistré un repli du chiffre d'affaires.

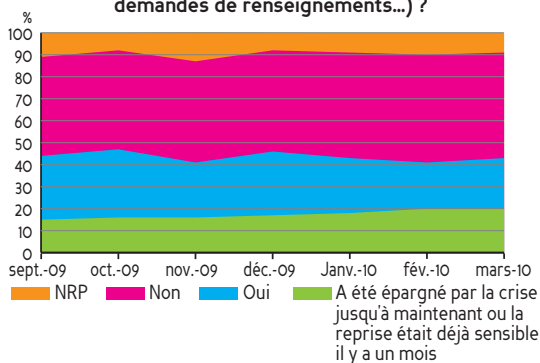
Le niveau d'utilisation des capacités de production se redresse aussi : 61 % (+ 3) des TPE-PME disent ne pas faire face à une sous-utilisation de leurs capacités de production/prestation de services. La part des entreprises ne pouvant pas faire face à toute la demande est stable à 5 %, ainsi que celle des entreprises ayant des capacités de production largement sous-utilisées (12 %). La progression du niveau d'utilisation des capacités de production est enregistrée dans l'industrie et l'hébergement-restauration. Certaines entreprises témoignent qu'elles sont confrontées à de très fortes variations de la fréquentation de leur clientèle, au jour le jour, ce qui rend particulièrement difficile l'organisation de leur activité.

Poursuite de la lente amélioration des perspectives à trois mois

Il y a toujours, début mars, 20 % des TPE-PME qui disent avoir été épargnées par la crise ou avoir connu une reprise de l'activité depuis déjà plus d'un mois. Par ailleurs, **23 % des entreprises disent percevoir des signes de reprise (+ 2 points)**. Près de 10 % des entreprises ne se prononcent pas sur les signes de reprise : ces non-réponses progressent dans les services informatiques et le commerce (à 24 %), ce qui peut s'analyser comme une forte incertitude sur l'activité future.

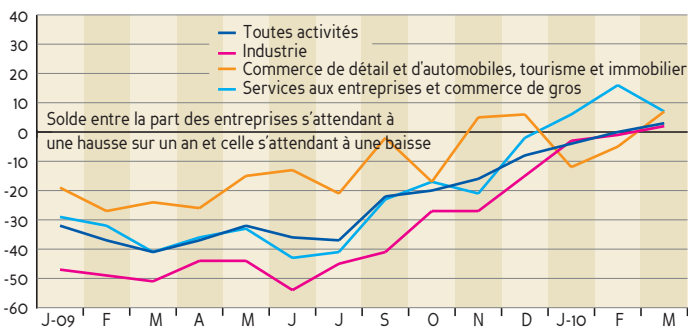
¹ 322 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone du 1er au 8 mars 2010 dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).

Mesurez-vous des signes de reprise de votre activité
(d'après le carnet de commandes, les consultations/devis, réservations, demandes de renseignements...)?



L'amélioration progressive des perspectives à 3 mois, en termes d'évolution du chiffre d'affaires sur un an, se poursuit : **c'est toujours la tendance à la stabilité qui l'emporte (38 % des TPE-PME), mais il y a maintenant plus d'entreprises qui s'attendent à une hausse de chiffre d'affaires (26 %) qu'à une baisse (23 %)**. C'est le cas dans l'immobilier, le commerce, les services aux entreprises et, de peu, dans l'industrie. Dans le commerce, c'est majoritairement la stabilité qui est attendue (à 54 %). Les non réponses progressent encore (13 %, + 1) traduisant **une forte incertitude** ; elles dépassent 20 % dans le transport-logistique, l'hébergement-restauration et le commerce. Une lente amélioration des perspectives est enregistrée dans l'industrie (la part des entreprises s'attendant à une baisse de chiffre d'affaires recule à 21 %) et le BTP où la part des entreprises qui s'attendent à une baisse (38 %) reste plus importante que celles qui s'attendent à une hausse. Les perspectives sont par contre moins bien orientées qu'il y a un mois pour les services aux entreprises, notamment les services informatiques.

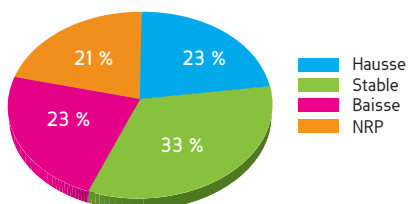
Quelle tendance en termes de chiffre d'affaires pour les trois mois qui viennent ?



Des perspectives très partagées pour 2010

Les perspectives des TPE/PME en termes de chiffre d'affaires en 2010 sont très partagées, ce qui **confirme que la reprise devrait être très progressive**. Un tiers des entreprises s'attendent à la stabilité. Autant d'entreprises (23 %) s'attendent à une hausse qu'à une baisse. 21 % ne se prononcent pas : si le pourcentage reste élevé, il était toutefois de 30 % le mois dernier à la question sur les perspectives à l'horizon juin 2010. C'est dans le BTP (près d'une entreprise sur deux), le transport et les services informatiques (près d'un tiers) que l'on trouve le plus de baisses. Comme pour les perspectives à 3 mois, le niveau de non réponse (plus d'une entreprise sur quatre) est élevé dans le transport, l'hébergement-restauration et le commerce de détail.

Quelle tendance pour le chiffre d'affaires pour l'année 2010 par rapport à l'année 2009 ?



Trésorerie : tassement des difficultés

28 % des TPE-PME disent connaître des difficultés de trésorerie (23 % difficiles et 5 % très difficiles), soit un tassement par rapport au mois précédent (- 2 points). Parmi les causes de ces difficultés, **l'allongement des délais de règlement des clients** est de nouveau plus fréquemment cité : cette cause est passée de 28 % en janvier, à 38 % en février puis 42 % début mars, retrouvant ainsi les niveaux de fin 2009. Première cause, la baisse du chiffre d'affaires reste citée par près des 2/3 des entreprises ayant des difficultés de trésorerie.

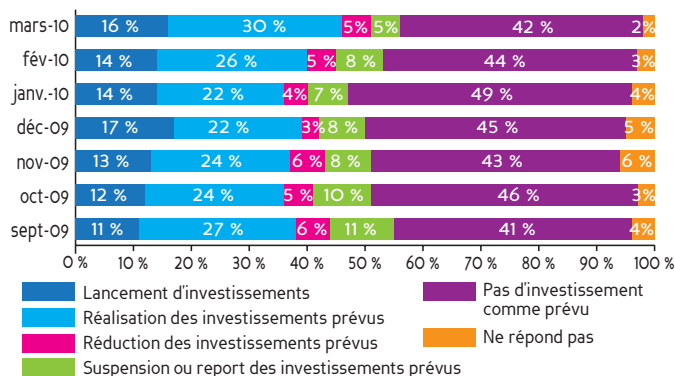
Emploi : stabilisation des perspectives

18 % des TPE-PME prévoient d'augmenter leur effectif dans les trois mois (+ 1 point) et 8 % de le réduire. La tendance largement majoritaire reste à la stabilité (72 % des TPE-PME). Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » varie peu². S'il est positif pour toutes les activités (sauf le transport et le BTP), il est ce mois moins élevé dans les services aux entreprises, l'immobilier et l'hébergement-restauration. Il progresse par contre dans le BTP. Indépendamment de l'évolution de l'effectif, **21 % des TPE-PME vont embaucher dans les trois mois (+ 3 par rapport à janvier)**. On ne note **pas de reprise des heures supplémentaires**. 52 % des TPE-PME n'y ont pas recours. Pour les autres, la tendance très majoritaire est à la stabilité et il y a toujours plus d'entreprises diminuant leur niveau d'heures supplémentaires que d'entreprises l'augmentant.

Un mieux pour l'investissement

Pour la première fois depuis septembre, **une majorité (51 %, soit + 6 points) des TPE-PME va investir dans les trois mois**. 30 % vont réaliser les investissements prévus et **16 % (+ 2) vont lancer des projets d'investissement**. La part des entreprises qui vont suspendre ou reporter des investissements tombe à 5 %. Ces chiffres montrent une amélioration de la situation, néanmoins limitée. 20 % des entreprises de l'industrie et du commerce de gros pensent lancer des projets d'investissement dans les trois mois.

Quelle situation en matière d'investissement au cours des trois prochains mois ?



Stabilité des besoins de financements bancaires

Début mars, on retrouve la proportion de 45 % de TPE-PME disant ne pas avoir besoin de financements bancaires. **Le niveau de difficultés d'accès aux financements est inchangé** : 8 % de l'ensemble des entreprises rencontrent des difficultés, soit 16 % des entreprises qui ont besoin de financements. Comme les mois précédents, **le refus de prêt reste la première traduction des difficultés d'accès aux financements bancaires (près d'un cas sur deux)**.

² Cela ne signifie pas nécessairement une hausse globale du nombre d'emplois dans la mesure où il s'agit d'un solde « en nombre d'entreprises » et non « en salariés ».